

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N° 346 - 30 octobre au 12 novembre 1981

18^e ANNÉE 2,50F

PAS DE PAIX SANS REVOLUTION

L'aggravation des tensions internationales nourries par la crise capitaliste mondiale rend aujourd'hui la menace d'une guerre plus concrète. Cette perspective a désormais quitté les salles des états-majors pour s'installer dans la vie quotidienne des larges masses. Le cours des événements qui s'accélère rend aussi de plus en plus évident que l'Europe se trouve au cœur d'une éventuelle troisième guerre mondiale.

Naturellement, il n'y a personne pour «vouloir la guerre». Au contraire, tous les Etats, toutes les forces politiques prétendent «défendre la paix». C'est ce que prétendent faire aujourd'hui toutes les forces qui dénoncent le retour brutal à l'offensive de l'Amérique, qui installe ses Pershing 2 et ses missiles de croisière en Europe et se lance dans la fabrication de la bombe à neutrons. Mais peut-on combattre la guerre en luttant contre un seul des camps en présence ?

En fait, rendre les seuls Américains responsables comme le fait le PC, découle du même raisonnement que celui du PS, pour qui les Etats-Unis ne font que se mettre en bonne position vis-à-vis des Russes pour négocier. Si nos deux compères passent naturellement sur les responsabilités propres de l'impérialisme français, leur idée commune est que la «paix» ou la détente reposent sur l'«équilibre de la terreur». Brillante perspective ! Mais l'expérience montre que tous les équilibres capitalistes sont éphémères, que les armes sont faites pour s'en servir, et cent ans de conférences sur le désarmement n'ont pu empêcher ni la course aux armements ni déjà deux

guerres mondiales.

Le grand problème d'aujourd'hui est que le vieil équilibre, né du partage du monde à Yalta entre les Etats-Unis et l'URSS, n'est plus tenable : la Russie n'a pu compenser sa faiblesse économique par rapport à son puissant concurrent que par un militarisme effréné, désormais capable de rivaliser avec l'Amérique en tous lieux de la planète.

Dans le même temps, la puissance économique des Etats-Unis s'est vue de plus en plus contestée par le Japon et l'Europe sur un marché mondial désormais saturé de marchandises et de capitaux, ce qui n'empêche d'ailleurs pas le Tiers-Monde de crever de faim. L'Amérique ne peut retarder son recul relatif que par une agressivité tous azimuts, dont pâtissent aussi bien ses adversaires que ses alliés.

Le responsable de la marche vers la guerre n'est pas seulement un des camps, mais tous les camps, tous les Etats impérialistes, car c'est le capitalisme mondial sur lequel ils montent la garde qui exige un nouveau partage du monde entre brigands capitalistes.

C'est pourquoi le pacifisme armé professé par le PC, comme par la Russie, est un moyen d'entraîner la classe ouvrière dans la collaboration des classes et une arme de préparation à la guerre. Il est l'envers et le complément du militarisme impérialiste.

Certes, tous les brigands n'ont pas la même puissance. Et il est certain que l'impérialisme américain est l'ennemi le plus coriace de la révolution.

(Suite page 2)

RENAULT-BILLANCOURT

Combattre l'isolement et le pourrissement organisé

Après les débrayages du Mans et de Sandouville, l'atelier 74 peinture lançait le 18 septembre le mouvement à Billancourt. Une grève vraiment massive et unitaire où, pour la première fois depuis longtemps, toutes les catégories ont lutté au coude à coude : pistoléteurs, retoucheurs, essayeurs, contrôleurs. D'autres s'y sont mis ensuite, faisant preuve de la même combativité. Le 2 octobre, le 74 mécanique prenait le relais du 74 peinture. La deuxième journée d'action syndicale, celle du 15 octobre, a été suivie par 6.000 travailleurs. Aujourd'hui, les ouvriers des presses en sont à leur cinquième semaine de grève.

La «fin de Billancourt»

Pour comprendre l'âpreté de la lutte, il faut voir que la Régie est en pleine bataille sur un marché mondial où tous les coups sont permis. Sa politique industrielle vise au redéploiement international systématique et à la modernisation à outrance, dans un secteur en pleine mutation technologique : avec l'introduction des robots, 20% des OS doivent disparaître et une partie seulement sera remplacée, mais par des techniciens.

Cette restructuration est aussi une occasion rêvée pour la Régie pour se débarrasser du département industriel de Billancourt, avec toutes les «rigidités» dues à la politique sociale d'«entreprise pilote», c'est-à-dire de planques et d'avantages à toute une tripotée de gobe-miettes syndicaux (sur 1500 syndiqués de la CGT, largement majoritaire à Billancourt, 637 participent au CE!). Ces miettes sont certes utiles pour acheter la paix sociale, mais à un prix jugé aujourd'hui trop élevé dans la guerre commerciale à outrance.

Il ne reste plus à Billancourt que la fabrication de la R4, dont les ventes sont en chute libre (sauf les fourgonnettes), et la crise est le signal évident de la liquidation du secteur auto et donc de licenciements massifs.

Dans ces conditions, la Régie tire tout ce qu'elle peut des travailleurs en sursis, ne leur laissant aucun répit. On sait que la direction a profité du fait que les travailleurs étaient reposés et débranchés après les congés d'été pour augmenter les cadences à la rentrée. Le rythme s'est tellement accéléré cette année qu'au 74 des peintres tombaient épuisés sur les chaînes, à moitié asphyxiés par la peinture des fourgonnettes. En même temps, les prix ont beaucoup grimpé en août, mais en septembre, le salaire n'a suivi que de 2%.

C'est pourquoi il n'y a eu besoin de personne pour pousser à la grève. Elle s'est déclenchée dans un élan irrésistible pour la baisse des cadences et pour le coefficient 180 pour tous, ce qui signifie l'augmentation des salaires en même temps qu'une manière d'affirmer la volonté d'être reclassés comme OP devant les menaces de licenciements.

(Suite page 2)

APRES CANCUN

LA FAIM CONTINUE

L'actuel représentant en chef de l'impérialisme français a rappelé à Cancun quelques petites choses qui lui tiennent à cœur. Premièrement, que la France voudrait bien favoriser le développement des pays sous-développés, pour sortir elle-même de la crise (comme on voit, et Mitterrand le dit lui-même avec le cynisme des repus, cette idée n'a rien de charitable et relève d'un intérêt bien compris) Deuxièmement, que si on ne faisait rien pour les populations qui meurent de faim — les deux tiers de l'humanité n'ont pas le minimum vital — les risques de guerre et de révolution allaient se multiplier et qu'il fallait donc un «co-développement généralisé».

A entendre les bourgeois de gauche, le capitalisme pourrait ainsi contredire ses propres lois. Les pays développés ne peuvent pas réellement aider au développement des pays sous-développés pour la simple raison que leur propre développement repose sur

l'exploitation et le pillage des pays les plus faibles, si bien qu'il n'y a aucune chance, sous le capitalisme, de réduire le fossé qui existe entre les pays du Nord et ceux du Sud. Ce fossé va au contraire, comme chacun sait, en s'approfondissant, aggravant ainsi les tensions que le capitalisme engendre de lui-même à l'échelle mondiale.

Toute la démagogie de l'«aide» consiste donc d'abord à faire des affaires, ensuite à jeter quelques miettes là où il y a risque d'explosion sociale.

La seule possibilité de procéder à un partage équitable des richesses mondiales et de supprimer les risques de guerre consécutifs au développement inégal des différents pays capitalistes est de passer au communisme. Tout le reste n'est que bavardage hypocrite des bourgeois qui cherchent à prolonger la domination de leur propre impérialisme sur les pays exploités et sur le prolétariat des métropoles.

DANS CE NUMÉRO:

- THÉORIE: Le centralisme organique
- ANTIMILITARISME: Défendre les appelés
- LCR: un soutien de moins en moins critique
- INTERNATIONAL: Palestine, Pologne

LA CFDT ET LA POLOGNE

Quelle indépendance syndicale?

Lech Walesa vient d'être reçu en France à la tête d'une délégation du syndicat Solidarité. La CFDT a tenu à manifester d'une manière particulièrement bruyante sa solidarité à Solidarité, notamment en organisant le meeting de Pantin. Ce n'était pas seulement un croc-en-jambes aux autres organisations

syndicales françaises, mais l'expression des «convergences» que la CFDT dit reconnaître entre elle et le syndicat polonais depuis sa naissance, en particulier sur la question de l'indépendance syndicale.

Le communiqué commun signé à Gdansk par Maire et Walesa le 30.12.1980 proclamait déjà «leur attachement à l'indépendance du mouvement syndical, facteur de démocratie dans la société, condition pour réaliser des réformes économiques au service du plus grand nombre.»

Dans sa conférence de presse du 23.3.1981, Maire soulignait «les convergences profondes entre la volonté de nos camarades polonais de bâtir une organisation syndicale autonome indépendante du pouvoir, et notre propre volonté historique de reconstruction du syndicalisme français contre sa double déviation de subordination au parti ou d'intégration aux forces dominantes de la société française». Et il a redit exactement la même chose à Pantin...

De quoi s'agit-il donc ? Cette question de l'indépendance syndicale mérite d'être examinée sérieusement, car elle donne lieu à beaucoup de démagogie de la part de la CFDT (sans parler de FO et

autres) et aussi à beaucoup de confusion chez les ouvriers les plus combattifs, particulièrement en France.

Les événements polonais ont remis à l'ordre du jour l'idée de l'indépendance syndicale. Notons d'abord qu'il ne s'agit pas d'une invention de quelques bureaucrates réformistes, mais d'une exigence puissante exprimée par des millions d'ouvriers en lutte. Un syndicat libre et indépendant, telle était bien la revendication centrale des grévistes de Gdansk et de toute la Pologne à l'été 1980. Nous ne nous contentons pas d'enregistrer le fait (car après tout nous pouvons enregistrer aussi que les grévistes exigeaient la retransmission de la messe à la télé le dimanche); nous re prenons pleinement la formulation de «syndicat libre et indépendant», à laquelle nous ne trouvons en soi rien à redire, pourvu qu'on s'entende sur le contenu qu'on lui donne.

L'exigence première des ouvriers polonais était tout à fait claire; la

CFDT elle-même en témoigne involontairement. Un article publié dans *Syndicalisme-Hebdo* du 25.9.1980 explique en effet: «Pourquoi le mouvement polonais a-t-il placé en tête de ses revendications "la reconnaissance de syndicats libres, indépendants du parti et des employeurs"? Pourquoi les syndicats officiels ne faisaient-ils pas l'affaire? Leur rôle était bien différent de ce qu'il est chez nous» [?!]. Alexandre Smolar, du KOR, le décrit ainsi: «Les autorités considèrent le syndicat comme une courroie de transmission. Son rôle officiel n'est pas de défendre les intérêts des ouvriers, mais de les organiser pour obtenir la plus haute productivité possible. L'objectif principal du syndicat est d'apporter une aide au parti et à l'administration pour forcer les ouvriers à travailler. Lorsque des revendications s'expriment, le syndicat a pour mission d'apaiser les esprits, de montrer les risques que les

(Suite page 4)

DEVANT LA REPRISE DES LUTTES

La colère truquée de Maire

Après quatre mois de léthargie, les mouvements à la SNCF, dans les banques, à Renault et Peugeot, les occupations d'entreprises menacées de fermeture sont venus rappeler au gouvernement, aux nouveaux partis majoritaires et aux directions syndicales ronronnantes l'urgence de faire apparaître un semblant d'opposition sur la gauche. C'est pourquoi on a fait tant de bruit, mi-octobre, autour du «cri de colère» d'Edmond Maire.

Ne l'a-t-il pas dit lui-même à plusieurs reprises ? Il fallait donner cette satisfaction aux travailleurs déçus, car la déception peut engendrer des grèves incontrôlées... Sans compter le malaise à l'intérieur même des syndicats : remous dans la CGT devant l'opération Krasucki, qui ne change pas l'orientation générale de la centrale, mais balaye les espoirs d'ouverture.

Protestation dans la CFDT contre une direction qui tourne à l'annexe de l'Elysée, perte de militants, effondrement des Unions régionales qui deviennent des coquilles vides, progrès des courants critiques, dans les chemins de fer ou les PTT.

Mais pour qui prête attention non pas au son de la voix, mais au contenu des propos, il est clair que Maire a fait au gouvernement quelques reproches secondaires : promesses non tenues sur le nucléaire, les six mois de service militaire, les fameux droits des travailleurs dans les entreprises. Mais UN reproche principal : celui de ne pas avoir prévenu les travailleurs des sacrifices nécessaires, de leur avoir donné des illusions entraînant aujourd'hui révoltes locales et mouvements inconsidérés.

«Du point de vue des efforts, la CFDT dit depuis des années qu'il

faut des efforts et pas seulement des possédants» a précisé Maire, interrogé à Europe N°1 le 15 octobre. «La priorité n'est plus au maintien du pouvoir d'achat pour le salaire moyen, nous l'avons dit depuis longtemps, avant Jacques Delors !

En tenant ce langage, Maire se fait l'écho d'une fraction de la bourgeoisie française, celle qui vise plutôt la conquête de nouveaux «créneaux» internationaux, et souhaite une politique industrielle plus dynamique dans les secteurs de pointe, avec une concentration des efforts et tous les «dégraissages» nécessaires ; contre la fraction qui attend le salut face à la crise, d'un nationalisme économique encore plus rageur, du protectionnisme et de l'improbable développement du marché intérieur : Rocard contre Chevènement.

C'est pourquoi la CGT et le PC ont parlé d'**«alliance avec la droite»** et soulignent malicieusement la convergence des propos d'Edmond Maire avec les souhaits de Ceyrac. Mais nous avons eu souvent l'occasion de montrer que cette opposition caractéristique de la bourgeoisie française de l'après-guerre passe pratiquement à **travers tous les partis**, de droite comme de gauche, et que même le PC, qui semble acquis à la seconde solution, celle du nationalisme à outrance, est bien obligé de faire, dans le détail de son programme, une place à la première, avec les fameux sacrifices qu'elle implique en filigrane.

Par delà cette opposition relative, où les deux fractions cherchent à mettre des mouvements isolés et circonscrits au service de leurs solutions industrielles respectives, de leurs intérêts bourgeois, elles

gardent le même souci : **maintenir la paix sociale.**

Aussi Maire indique-t-il, en larbin bourru mais dévoué qui a son franc-parler, les solutions pour éviter les heurts. Dévier la colère des travailleurs vers des exutoires comme le pacifisme, ou les fameux «droits nouveaux», ou les institutions du type conseil d'atelier. Malheureusement pour lui et ses pareils, ces nouveautés ne semblent pas faire recette auprès des travailleurs «*J'ai dû leur expliquer moi-même la différence entre comité de grève et conseil d'atelier*», avoue un bonze CGT de Sandouville !

Ce sont des intérêts bien concrets que les mouvements en cours visent à défendre : horaires et intensité du travail à la SNCF, temps de travail à la BNP, salaires, horaires et conditions de travail à Renault et Peugeot. Les gauchistes gouvernementaux type LCR peuvent bien raconter que le sens réel — bien caché — de ces mouvements est de soutenir le gouvernement contre le «complot» capitaliste.

Le fait est que les travailleurs mécontents ne vont pas faire des pétitions au parlement, mais reprennent sans phrases les méthodes permanentes de la lutte de classe défensive. Ils doivent savoir que les prétendus «opposants» autant que les organismes d'Etat feront tout pour les en détourner. Ils devront conquérir **contre eux** leur indépendance de classe et leur renforcement, en lui donnant la forme concrète d'organisation et de regroupement des plus combattifs, qui pourront servir de pôle pour l'organisation des luttes à venir et contre leur sabotage.

Antimilitarisme

■ Budget militaire en hausse

D'après le projet de budget militaire pour 1982 le montant des sommes destinées à l'armée s'élève à 144 milliards de francs. Ce budget sera en progression de 17,63% par rapport à 1981 (la progression par rapport à l'année précédente avait déjà été de 17,9%).

Dans ce projet ce sont les dépenses de fonctionnement qui ont été privilégiées : il faut, a rappelé le ministre socialiste des armées, que **«nos armées rattrappent leur retard dans ce domaine»**.

Socialiste ou pas, le militarisme va bon train !

■ Les tribunaux changent, le règlement reste !

Toujours côté armée socialiste le changement continue. La Sécurité Militaire a soi-disant été supprimée. Elle a été remplacée par une Direction de la protection et de la sécurité de la défense. La différence est que les enquêtes ne seront plus menées en considération des personnes **«mais des objectifs dont l'accès mérite une protection»**... Le budget de cet organisme «supprimé» atteindra 28,25 millions de francs en 1982, une hausse de 18,2% par rapport à 1981.

Autre changement : les TPFA vont être supprimés (il n'en restera que 2) et ce qui était naguère jugé par des tribunaux militaires sera maintenant jugé par des tribunaux civils. Les tribunaux changent, le règlement militaire reste et donc le terrorisme de la hiérarchie militaire !

■ Défendre les appelés !

Il n'a pas peur, le nouveau ministre «socialiste» de la Défense ! Non seulement il se débarrasse royalement de toutes les (fausses) promesses du programme socialiste — aux oubliettes le service national à 6 mois ! — mais en plus, il n'hésite pas à prendre une vingtaine de mesures visant à diviser les appelés et à leur clouer le bec.

Le «prêt du soldat» est augmenté de 21%. Entre parenthèses, le fait de le rendre plus élevé en fonction du grade (près du double pour un sergent) montre que les appelés ont drôlement besoin d'être «motivés» pour courir après les galons. Enfin, avec ça le 2^e classe pourra se payer 2 à 3 demis par jour et le sergent n'arrivera même pas à oublier l'armée au bar !

Autre aumône : la «prime de campagne» (6 F par jour en manœuvre) et puis des améliorations qui sont loin des revendications des soldats : transports gratuits et dix jours de perm supplémentaires pour les appelés en Allemagne, «association des appelés aux travaux des instances compétentes en matière d'hygiène et de sécurité» (on ne savait pas qu'elles étaient compétentes, vu les 7% de pertes autorisées !), etc.

Plus que jamais, les revendications des soldats restent actuelles :

- Réduction du service militaire à 6 mois ;
- Solde égale au SMIC pour les appelés ;
- Droit aux permissions régulières, 48 heures par semaine au minimum ;
- Transports gratuits pour tous et dans les trains normaux, etc.

Pour les arracher, il faut s'organiser en dehors du contrôle de la hiérarchie militaire et faire ce que le gouvernement veut justement empêcher : lutter pour l'amélioration du sort des appelés, travailleurs sous l'uniforme.

Combattre l'isolement et le pourrissement organisé

(Suite de la page 1)

Les bonzes syndicaux savaient de A jusqu'à Z ce que voulait la direction. Ils ont d'ailleurs fait campagne pendant trois ans contre le «démantèlement» de Billancourt et pour un nouveau modèle de voiture, et se sont mis à organiser des cours

La faillite de 35 ans de «politique syndicale»

ser encore quelques miettes aux bonzes et à éviter des explosions sociales, mais pas assez pour préparer les ouvriers aux conséquences catastrophiques de la restructuration.

C'est la même politique qu'ils ont suivie lorsque la lutte a éclaté. Du fait que la mévente frappe la production de Billancourt, le patron peut attendre tranquillement le pourrissement d'une grève limitée à cette usine. Il aurait donc fallu frapper là où cela peut faire mal, surtout sur la R9 à Douai et sur la R5 à Flins. Mais la CGT et la CFDT s'y sont refusées.

Ce n'est pourtant pas le mécontentement qui manque, ni les luttes dans les différents départements et les différentes usines. A Billancourt, le 49 et le 38 attendent toujours le feu vert pour partir... Mais pour ces bonzes habitués aux causeries autour du tapis vert, il ne faut pas gêner en quoi que ce soit la sacro-sainte «compétitivité» de l'entreprise sur les marchés !

La «tactique syndicale» dont se vantent les bonzes a consisté d'abord à organiser la division des travailleurs en renvoyant les lock-outés chez eux, en enfermant les grévistes à l'île Seguin, en évitant que la grève se communique à tout Billancourt, en lançant des insinuations pour diviser les travailleurs immigrés et français. Elle a consisté aussi à organiser l'attente et le pourrissement.

La CGT a fait miroiter des négociations pendant des semaines,

du spir pour que les travailleurs s'adaptent aux besoins technologiques de la Régie ! Assez pour faire peur, mais pas assez pour leur permettre de comprendre la politique patronale. Assez pour chercher à faire pression sur le patron afin qu'il y aille doucement de manière à lais-

ser les appareils syndicaux et trop dégénérés politiquement pour avoir la moindre initiative face aux signes de naufrage de 35 ans de «politique syndicale».

Et voilà maintenant que nos matamores de la CGT parlent de «grève générale», ce qu'il aurait fallu faire depuis le début ! Mais comment les croire quand, en même temps, ils essaient quotidiennement de pousser par des discours démagogiques les ouvriers de l'île à la reprise ?

Les bonzes CFDT ne valent pas mieux : ils ont laissé planer l'idée d'actions plus dures, mais ont bien été contraints de révéler que c'était du vent, puisque toutes les actions doivent être «massives», c'est-à-dire menées en commun avec la CGT, FO et la CFTC, dans l'intersyndicale reformée après des années de chamailleries : on peut bien s'unir, quand on a divisé les travailleurs à ce point !

Et maintenant ?

Avant les élections, tout le monde expliquait à gauche qu'avec les «socialistes» au gouvernement, les

luttes seraient plus faciles : on aurait enfin un «interlocuteur valable», un «allié» !

Eh bien, ce qu'on voit, c'est que le gouvernement ne favorise en rien la lutte et que ses préférences pour la «politique sociale» préconisée par la CGT et la CFDT se heurtent aussi à la Régie à sa politique de «modération des salaires». Si on cède à Renault, il faudra céder partout !

Ce qu'on voit, c'est que non seulement les bonzes ne sont pas en «meilleures conditions pour lutter», mais qu'ils font tout pour paralyser la riposte ouvrière. Mais trop, c'est trop ! Voici d'ailleurs le genre de remarques qui circulent entre les bonzes : «on a tellement freiné qu'on a crevé le plancher et que maintenant la bagnole va en roue libre». Autant dire qu'on a le sentiment de ne pas contrôler très bien la situation. Quant aux délégués du bas de l'échelle, ils s'interrogent sur la politique de leurs chefs !... Quant aux soi-disant «gauchistes» de Renault, ils sont trop incrustés dans

moment où pourra se cristalliser un **organe de lutte prolétarienne**, qui, sans être une «organisation alternative» aux syndicats actuels, est indispensable pour éviter le découragement dans les moments difficiles, permettre aux ouvriers combattifs de contrer les manœuvres de toutes sortes et servir de pôle d'initiative et d'organisation, hors de l'emprise des bureaucraties syndicales réformistes.

Dans l'accomplissement de cette tâche, indispensable à la lutte prolétarienne, les travailleurs trouveront le concours enthousiaste des communistes révolutionnaires.

Nous ne sous-estimons pas la difficulté de mener à bien cette tâche, mais c'est la voie à suivre. Il faut mettre à profit la grève actuelle pour renforcer les liens entre travailleurs des divers départements, catégories et usines, et hâter ainsi le

Notre intervention

Nos militants sont intervenus à Billancourt dès le début de la grève, et l'ont suivie jour après jour dans tous ses développements. Ils y ont contribué ardemment, en particulier par la propagande écrite et orale, qui a recherché les objectifs suivants :

1. **Mettre en avant l'exigence de répondre au lock-out par la grève et l'occupation ; pas seulement parce c'est une tradition des luttes combattives chez Renault, mais aussi parce que c'est un besoin pour réaliser l'unité des lock-outés et des grévistes, et pour organiser les contacts avec les autres usines dans le but d'étendre le mouvement.**

2. **Aider à déjouer les manœuvres des bonzes, combattre les mots d'ordre et les orientations contraires à la lutte, donner notre interprétation de la situation à Renault bien sûr mais encore à l'échelle générale.**

3. **Favoriser toutes les initiatives d'organisation des travailleurs hors de l'emprise des bureaucraties réformistes et de tous les courants vendus à la bourgeoisie.**

Une constatation que nous sommes amenés à faire est l'incapacité des diverses forces d'«extrême-gauche» à donner des explications pratiques utiles à la lutte.

La sympathie qu'a rencontrée le travail sérieux et obstiné de nos militants est une confirmation que notre intervention a touché juste en répondant à des préoccupations profondément senties.

REUNION PUBLIQUE**A PARIS**

Vendredi 20 novembre à 20h30, au 27 av. de Choisy, Paris 13^e (m°Porte de Choisy)

LUTTES OUVRIERES ET GOUVERNEMENT DE GAUCHE

- Renault
- Sans-papiers
- Prisonniers politiques
- Etc.

La théorie, arme de combat

Le dépassement du mécanisme démocratique dans le parti

Dans la formule du «centralisme» utilisée par Lénine, seul le centralisme est un principe. La démocratie n'en a jamais été un. Mais comme le terme de «démocratique» prêtait déjà à confusion dans l'Occident de 1920 en proie aux illusions pacifistes, parlementaires et réformistes, nous préférons renoncer à son usage et le laisser aux bourgeois. Nous savions bien cependant que l'utilisation du «mécanisme accidentel» qu'est le mécanisme démocratique était encore inévitable dans le parti à cette époque (*). Depuis, soixante années ont passé...

Les conditions de la lutte politique dans la Russie du début du siècle limitaient considérablement l'usage du mécanisme démocratique dans le parti bolchévique, où il ne joua qu'un rôle secondaire et marginal, alors qu'il était la règle dans les partis occidentaux. Le Parti bolchévique a très bien pu vaincre sans ce mécanisme, alors qu'à l'inverse l'expérience historique montre qu'en général les partis occidentaux n'avaient pas d'organisations clandestines prêtes à poursuivre la lutte lors du déclenchement de la guerre impérialiste.

Pire: l'Internationale Communiste eut le

plus grand mal à convaincre ses sections européennes de se ménager des réseaux internes clandestins à côté des réseaux «ouverts» et «visibles» du parti.

Si l'on prend la situation internationale d'aujourd'hui, la violence des antagonismes sociaux est incomparablement plus grande qu'au temps de Lénine. Une organisation du type bolchévique n'est pas seulement nécessaire dans tous les pays de dictature militaire ouverte du Tiers-Monde, ou les pays fausement socialistes. Elle l'est également dans les pays de vieille démocratie.

Là aussi, le parti révolutionnaire est contraint de soustraire la partie vitale de son organisation aux regards de la police — et les polices capitalistes modernes ne sont pas moins efficaces que la police tsariste! — s'il ne veut pas être réduit à une simple et impuissante «société de propagande» le jour où la démocratie jette le masque et se transforme en terrorisme ouvert devant l'acuité des conflits sociaux.

Mais si ce phénomène retrécit le champ d'utilisation du mécanisme démocratique, il ne l'exclut pas complètement. Pour pouvoir s'en passer totalement, il faut que la marche normale du parti, les rapports entre les dirigeants et les militants, l'élimine par elle-même.

Si l'on regarde la question sur le plan le plus général, on voit que le recours à ce mécanisme est lié au fonctionnement de communautés humaines où les intérêts sont divergents et contradictoires. Son usage est donc inévitable dans la vie politique bourgeoise où la vie sociale se caractérise comme la guerre de tous contre tous, et il a servi à réguler au Parlement des conflits d'intérêts entre fractions bourgeoises, du moins quand cette institution était un moyen de pouvoir, c'est-à-dire à l'âge d'or de la démocratie bourgeoise.

Dans ses organisations de lutte, la classe ouvrière parvient souvent à se passer de ce mécanisme à l'heure où, au moment fort d'une grève par exemple, une profonde unité d'action a été réalisée. Mais en règle générale, l'organisation immédiate est traversée par des courants différents, voire opposés, et le recours à ce mécanisme reste pour longtemps encore inévitable.

Le parti prolétarien est par nature l'organisation la plus unitaire de la classe et le mécanisme démocratique y joue donc un rôle moindre qu'ailleurs. Le rôle de ce mécanisme y est d'autant plus marginal que l'orientation du parti permet de souder mieux, en évitant au maximum les conflits de tendance, dirigeants et militants dans une action unitaire dans l'espace, continue dans le temps et véritablement révolutionnaire.

Les partis de la Deuxième Internationale étaient traversés par l'opposition de principe entre réformistes et révolutionnaires; la tactique y était décidée de façon centralisée et l'unité pratique n'était donc que le résultat d'un compromis, ce qui appelait par conséquent le mécanisme démocratique. La Troisième Internationale se constitua sur un programme intégralement communiste. Mais elle devait chercher à fusionner sur cette base des courants aux traditions politiques et nationales différentes, et de plus la tactique de la révolution dans les pays de capitalisme avancé n'était pas clairement délimitée. Le rôle du mécanisme démocratique, pour restreint qu'il fût dans le parti, ne pouvait donc être complètement éliminé.

Les leçons de la dégénérescence de l'Internationale ont obligé les communistes révolutionnaires à établir ce que les bolchéviques ont cherché à faire sans y parvenir: un ensemble de normes tactiques et organisationnelles internationalement unitaires, centralement définies et applicables à tous, qui, en assurant

au parti les bases d'une homogénéité et d'une unité d'action plus grandes encore qu'hier, permettent d'envisager le dépassement du «mécanisme accidentel» que sont les règles démocratiques de fonctionnement.

C'est ainsi que, malgré les défaites subies, l'histoire avance: de même que le parti de la prochaine vague révolutionnaire peut et doit se donner une organisation internationalement plus centralisée qu'hier et donc plus adaptée à sa nature internationale, il peut et doit désormais se donner une structure de fonctionnement mieux adaptée encore qu'hier à sa nature organique s'il veut être à la hauteur de ses tâches historiques.

En jetant définitivement au magasin des accessoires le mécanisme démocratique dans sa vie interne, le parti communiste révolutionnaire ne sacrifie donc pas à ce qu'on ne sait quelle lubie de secte. Il ne prétend nullement se mettre au moyen d'une illusoire recette-miracle à l'abri des heurts et des crises internes inévitablement suscitées par sa bataille contre la classe capitaliste.

Il assume fièrement sa confiance dans la solidité des bases historiques, programmatiques, tactiques et organisationnelles d'une action révolutionnaire qui surmonte les difficultés éventuelles de façon féconde et mène à la victoire du communisme. Il démontre la volonté inflexible des communistes de ne pas se laisser détourner de leur tâche sérieuse, impérieuse, qui est de faire leur éducation de militants révolutionnaires et de construire le parti charpenté et efficace de la révolution, par la manie stérile et dérisoire, dénoncée par Lénine dans son *Que Faire?*, de «jouer au démocratisation».

(*) Voir les articles intitulés *Nature organique du parti de classe* (Le Prolétaire n° 343), *Le centralisme communiste* (n° 344) et *Pourquoi le «centralisme organique»?* (n° 345).

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Pas de paix sans révolution

(Suite de la page 1)

Mais ce fait réel ne justifie pas les efforts de certains courants politiques pour braquer les prolétaires contre le seul «ennemi principal», les entraîner à s'allier à l'«ennemi secondaire», à chercher l'appui de l'impérialisme moins puissant ou à le soutenir: une telle attitude revient à priver la classe ouvrière de toute perspective propre.

Les prolétaires doivent se souvenir de la Commune de Paris, où le vainqueur Bismarck a aidé le vaincu Thiers à écraser les ouvriers parisiens. Ils doivent se souvenir, plus près de nous, de l'été 1944, où l'armée russe arrêta son offensive victorieuse et priva de secours Varsovie insurgée contre l'armée allemande. Les brigands oublient leurs querelles dès que les esclaves qui leur permettent à tous de vivre se révoltent.

Une autre idée qui se développe largement aujourd'hui en Europe est celle de rester neutre dans un conflit entre la Russie et les Etats-Unis. Mais on ne peut ignorer que si la Russie a besoin de l'Europe pour tenir tête aux Etats-Unis, l'Amérique se doit de soustraire l'Europe à la tutelle de son adversaire tout en diminuant la puissance économique du vieux continent. Comment l'Europe pourrait-elle donc échapper à une guerre dont elle ne serait pas

seulement un théâtre, mais aussi le principal enjeu?

Dans ces conditions, le neutralisme que professent certaines fractions de la bourgeoisie européenne, principalement en Allemagne, ne peut que cacher la tentative d'embrigader le prolétariat dans l'effort pour marchander au meilleur prix, en cette période propice aux renversements spectaculaires d'alliances, leur future et inévitable capitulation devant l'une et l'autre superpuissances. Cet effort n'a d'ailleurs rien de pacifique. Il suppose et exige une pression impérialiste accrue de l'Europe sur la Méditerranée, l'Afrique et le Moyen-Orient, des sacrifices plus grands des prolétaires pour l'armement et le militarisme: le neutralisme européen est l'autre face du nationalisme et de l'impérialisme en Europe!

Le pacifisme petit-bourgeois prétend lui aussi s'opposer à la guerre par des protestations morales et l'appel aux grands idéaux communs à tous les peuples. Il n'a jamais rien fait jusqu'ici que de se mettre à la remorque du «pacifisme armé» ou du «neutralisme» impérialiste, et que paralyser les efforts de la classe ouvrière pour s'opposer à la guerre par la seule manière qui compte: en préparant la guerre civile révolutionnaire.

Utopie! s'écrieront tous les adversaires du prolétariat et tous ceux qui ont perdu confiance dans sa mission historique et sa force. Et pourtant, quelle autre force que le prolétariat peut saboter l'effort de guerre des différentes bourgeoisies? Souvenons-nous que c'est la Révolution russe de 1917 et le mouvement prolétarien en Allemagne qui ont abrégé la 1^{ère} guerre mondiale. C'est lui qui supporte cet effort et peut donc aussi, en se révoltant, le rendre impossible. C'est lui que l'on pousse à s'entretuer sur les champs de bataille, et donc lui qui peut, en retournant ses armes contre ses exploiters, non seulement arrêter la guerre impérialiste, mais aussi imposer sa propre loi et émanciper l'humanité du joug du capitalisme!

Cette perspective peut encore sembler lointaine. Il n'en existe pas d'autre. Et c'est la tâche de tous les véritables révolutionnaires de la préparer, de préparer le parti mondial qui en sera l'artisan, de préparer le prolétariat dès aujourd'hui à cette issue en rompant, dans la lutte contre les effets de l'exploitation, du militarisme et de l'impérialisme, toute solidarité nationale avec les différentes bourgeoisies et en forgeant l'unité internationale des luttes ouvrières.

La lutte contre le militarisme bourgeois et les préparatifs de la guerre impérialiste

Le combat contre les préparatifs d'un nouveau conflit impérialiste ne se mène pas seulement sur le terrain idéologique où doivent être démontées toutes les justifications hypocrites de la bourgeoisie. Il se livre aussi sur le terrain de la lutte et de l'organisation immédiate de la classe.

a) en combattant dans la politique du nationalisme économique et de scission pratique des rangs prolétaires la préparation à la politique militariste de défense nationale, en mettant en relief l'identité d'intérêts et de but des travailleurs en lutte dans le monde entier et en exaltant le sentiment internationaliste des prolétaires;

b) par l'organisation de la jeunesse prolétarienne, première victime du militarisme bourgeois, en renouant avec les belles traditions de l'antimilitarisme

prolétarien et révolutionnaire;

c) en soutenant les luttes de prolétaires sous l'uniforme, et en établissant les liens les plus étroits entre les ouvriers et les soldats;

d) en combattant pied à pied toute tentative de militarisation de l'industrie et des secteurs dits stratégiques;

e) en luttant contre toute intervention armée visant à assurer la sécurité des approvisionnements, les voies maritimes, contre toute autre manifestation de piraterie impérialiste.

(De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale — Manifeste du PC International. 1981. Extraits.)

International

PALESTINE

Arafat lâche le morceau

Cheysson n'a peut-être pas eu tort de dire que la mort de Sadate faisait sauter un obstacle à la paix au Moyen-Orient, la paix impérialiste, s'entend: la paix nécessairement provisoire entre Etats, qui suppose la guerre quotidienne contre les masses exploitées.

Camp David s'essouffle. Même Carter et Ford souhaitent des pourparlers avec l'OLP. Quant à Arafat, il se fait tout miel: il parle à Tokyo de «coexistence nécessaire entre l'OLP et Israël». Naturellement, il se devait de démentir ces propos, car ce serait une erreur de les contresigner avant d'être officiellement reconnu par les Etats-Unis, sinon par Israël, et donc de se dessaisir d'un précieux élément de marchandage.

Pourtant, tout cela ne change rien au fait qu'Arafat approuve totalement le plan Fahd qui inclut explicitement la coexistence d'un Etat palestinien réparti sur la Cisjordanie et Gaza à côté d'Israël!

Il n'est pas du tout sûr que les prolétaires et les masses exploitées du Moyen-Orient acceptent cette capitulation!

POLOGNE

Derrière le «dialogue», le bâton

Avec l'élimination de Kania, Jaruzelski concentre désormais dans ses mains la direction du parti, de l'armée et du gouvernement. Tout en cherchant à unifier ses troupes et à donner des assurances à Moscou, il tend la main à l'Eglise et aux dirigeants de Solidarité en relançant la proposition d'un «front d'entente sociale et de coopération».

Tout ce beau monde ne demande qu'à s'entendre: Glomp, le nouveau primat, vient de faire une nouvelle profession de collaboration entre l'Etat et l'Eglise. Quant à Walesa, pour lui la situation serait plutôt meilleure qu'avec Kania.

Cependant, la crise s'approfondit, la pénurie augmente, des incidents dus à l'approvisionnement se produisent dans la plupart des départements, des accrocs avec la milice éclatent ici et là.

Aussi Jaruzelski se prépare-t-il à «suspendre» le droit de grève et a-t-il décidé de faire quadriller le pays par des «groupes militaires opérationnels» chargés, à tout hasard, de «détecter les litiges» et de «leur apporter une solution». C'est, paraît-il, «le complément indispensable au dialogue».

Comme partout, le «dialogue» et les sourires pour les partenaires sociaux», le gros bâton pour la classe ouvrière!

REUNIONS PUBLIQUES

A NANTES: Vendredi 6 novembre à 20h30. Centre social des Bourderies, rue Saint-Brévin

Vive la lutte des ouvriers polonais!

A LAVAL: Mercredi 4 novembre, 20h30 Centre social Pommeraie

C'est ça le changement ?

